

Enfin, le contrôle gouvernemental sur ce genre d'entreprises devient beaucoup plus difficile. Etant donné que la firme a d'autres options possibles, le pays d'accueil n'exerce qu'un contrôle réduit sur la firme plurinationale. Le gouvernement ne se trouve pas véritablement dans une position de commande; il est bien davantage dans une position de négociation à l'égard de la firme à moins qu'il ne se décide à utiliser l'arme ultime à sa disposition qu'est l'expropriation. De plus, la firme est dans une position telle qu'elle est peu incitée à céder beaucoup aux gouvernements des pays d'accueil; elle est, en effet, exposée aux pressions de chacun de ces gouvernements et elle refusera parfois de céder à une demande de façon à ne pas provoquer une réaction en chaîne dans les autres pays où elle a des intérêts. Elle plaidera donc souvent son "statut international" pour faire ressortir le coût trop élevé pour elle d'accéder aux demandes des gouvernements. Mais même là, elle ne peut utiliser continuellement cet argument si elle souhaite ne pas aviver les sentiments contre "l'étranger". Ces sentiments proviennent de la crainte du contrôle étranger et, même si les termes utilisés ne sont pas toujours identiques, ils résultent essentiellement d'un désir "du contrôle national de notre destinée" qui amène les gouvernements des pays d'accueil à considérer la firme plurinationale différemment de la firme nationale. La firme plurinationale ne peut pas se réclamer de plus d'un gouvernement "parent", et lorsqu'il y a conflit d'allégeance entre le gouvernement du pays d'origine et celui du pays d'accueil, il ne faudrait pas se surprendre que la préférence aille au gouvernement du pays de la société-mère. Mais de telles situations créent toujours des conditions difficiles aux firmes plurinationales et il est évident qu'elles ne les recherchent pas. Elles feront donc, généralement, des efforts en vue de s'identifier à chacun des pays d'accueil. Certaines sont allées jusqu'à éviter d'utiliser le nom de la société-mère dans certains pays étrangers s'efforçant d'adopter une image nationale. D'autres changent de nom cherchant ainsi à adopter une image internationale. Cependant, à moins